

Demande déposée le 11/08/2022
Affichage de l'avis de dépôt en mairie le 11/08/2022
Complétée le 31/10/2022

N° DP 17306 22 00441

Informations complémentaires :
REPLACEMENT PARTIELLE DE LA
CLÔTURE

Par : Monsieur Jean-Pierre BLANCHET
Demeurant à : 1 Rue DU CENTRE
16130 SEGONZAC
Pour : Clôture
Sur un terrain sis à : 78 Avenue EMILE ZOLA
AO125

Le Maire de ROYAN,
Vu la déclaration préalable susvisée ;
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-4 et suivants, R 421-1 et suivants ;
Vu l'arrêté municipal du 06 juillet 2020 portant délégation de signature de Monsieur Didier SIMONNET ;
Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 03 juin 2021 ; Mis à jour le 31 mars 2022 ;
Vu la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la création artistique, à l'architecture et au patrimoine transformant les Aires de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (A.V.A.P) en Site Patrimonial Remarquable (S.P.R.) ;
Vu l'Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (A.V.A.P) approuvée par délibération du Conseil Municipal en date du 14 octobre 2019, devenue Site Patrimonial Remarquable (S.P.R.) ;
Vu l'avis DEFAVORABLE de M. l'Architecte des Bâtiments de France en date du 11/11/2022 ;

Considérant l'article R111-27 du code de l'urbanisme qui dispose que le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

Considérant l'article UE-5.3 du PLU qui dispose que les clôtures sur rue seront constituées par des murets d'une hauteur limitée à 0,90 m surmontés de grilles (serrurerie, panneaux grillagées à maille carré ou rectangulaire ...) ou doublés de haies vives. La hauteur totale de toute clôture sur rue ne peut excéder 1,50 m, sauf prolongement d'une clôture existante de hauteur équivalente ou restitution d'une disposition originelle. Le rajout de panneaux en bois à lames tressées ou en PVC est interdit, de même que le remplacement des grillages en fils d'acier torsadé par des grillages en panneaux rigides.

Considérant l'article 3.4.7 de l'AVAP annexé au PLU qui dispose concernant les clôtures autorisées qu'elles seront composées d'un mur bahut (de 0,60m à 0,80m de hauteur maximale) en pierres rejointoyées (ou maçonnerie enduite) + grille en serrurerie, en bois ou en grillage souple, au-dessus.

Considérant que le projet consiste à modifier la clôture sur rue composée d'un muret et d'un grillage par la suppression du grillage au profit d'un dispositif composé de lames horizontales en PVC blanc ajourées.

Considérant que le projet ne respecte pas les articles susvisés.

Considérant l'avis défavorable de M. l'Architecte des bâtiments de France :

« Les enjeux relatifs à la protection et à la mise en valeur des faubourgs de la ville sont définis à travers un outil de servitude patrimoniale dénommé "Site Patrimonial Remarquable" (SPR- ex: ZPPAUP-AVAP) ; son règlement et les préconisations qu'il induit doivent aboutir à conserver ce qui fait l'identité et le caractère urbain, architectural et paysager. Il n'est pas autorisé de mettre de PVC au dessus du muret. Il conviendra de retrouver le principe royannais du grillage surmontant un muret maçonné, plus la haie au revers de la clôture avec des essences variées et locales. Il conviendra de revoir l'écriture des portails et portillons en serrurerie, avec du bois conformément à l'article 3.4.7. de l'AVAP.

Nota : Si les travaux renouent avec les principes constructifs propres à cette construction, qu'ils développent des savoir-faire ou des mises en oeuvre traditionnelles, qu'ils parviennent à redonner toute la cohérence stylistique ou technique à la construction, alors une aide peut être envisagée par la Fondation du patrimoine. Site internet : <http://www.fondation-patrimoine.org>

En revanche, le non respect des prescriptions ne permettra pas un accord favorable de la part de l'architecte des Bâtiments de France sur la conformité des travaux et en conséquence sur l'attribution du label. »

ARRÊTE

ARTICLE UNIQUE : Une opposition est formulée au projet décrit dans la demande susvisée.
Dans ces conditions les travaux prévus ne seront pas réalisés.

ROYAN, le 23/11/2022

Pour le Maire et par délégation,
Le Premier Adjoint,
Didier SIMONNET



MISE EN LIGNE LE 13-01-2023

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS : si vous entendez contester la présente décision, vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. A cet effet, vous pouvez adresser un recours contentieux au Tribunal Administratif de Poitiers, ou en le déposant en ligne sur l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par Internet (<http://citoyens.telerecours.fr>). Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'État, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

INFRACTIONS : Le non-respect d'une autorisation accordée ou des prescriptions émises par le présent arrêté constitue une infraction conformément aux articles L 480-1 et suivants du Code de l'Urbanisme et est susceptible d'entraîner un procès-verbal et des poursuites judiciaires.

MISE EN LIGNE LE 13-01-2023

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE LA CULTURE

Direction régionale des affaires culturelles de Nouvelle Aquitaine
Unité départementale de l'architecture et du patrimoine de Charente-Maritime

Dossier suivi par : Lionel MOTTIN

Objet : demande de déclaration préalable

MAIRIE ROYAN
SERVICE DE L'URBANISME
BP 218 C
17205 ROYAN

A La Rochelle, le 11/11/2022



numéro : dp3062200441

adresse du projet : 78 AVENUE EMILE ZOLA 17200 ROYAN

nature du projet : Modifications de clôture

déposé en mairie le : 11/08/2022

reçu au service le : 10/11/2022

servitudes liées au projet : LCAP - site patrimonial remarquable -

demandeur :

BLANCHET JEAN-PIERRE 2064/22L

L'immeuble concerné par ce projet est situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable. Les articles L.632-1 et L.632-2 du code du patrimoine sont applicables.

Ce projet, en l'état, n'étant pas conforme aux règles applicables dans ce site patrimonial remarquable ou portant atteinte à sa conservation ou à sa mise en valeur, l'architecte des Bâtiments de France ne donne pas son accord. Par ailleurs, ce projet peut appeler des recommandations ou des observations.

Motifs du refus (1), recommandations ou observations éventuelles (2) :

1)

Les enjeux relatifs à la protection et à la mise en valeur des faubourgs de la ville sont définis à travers un outil de servitude patrimoniale dénommé "Site Patrimonial Remarquable" (SPR- ex: ZPPAUP-AVAP) ; son règlement et les préconisations qu'il induit doivent aboutir à conserver ce qui fait l'identité et le caractère urbain, architectural et paysager.

Il n'est pas autorisé de mettre de PVC au dessus du muret.

Il conviendra de retrouver le principe royannais du grillage surmontant un muret maçonné, plus la haie au revers de la clôture avec des essences variées et locales.

Il conviendra de revoir l'écriture des portails et portillons en serrurerie, avec du bois conformément à l'article 3.4.7. de l'AVAP.

2)

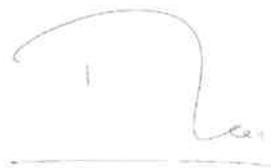
Nota : Si les travaux renouent avec les principes constructifs propres à cette construction, qu'ils développent des savoir-faire ou des mises en oeuvre traditionnelles, qu'ils parviennent à redonner toute la cohérence stylistique ou technique à la construction, alors une aide peut être envisagée

par la Fondation du patrimoine. Site internet : <http://www.fondation-patrimoine.org>

En revanche, le non respect des prescriptions ne permettra pas un accord favorable de la part de l'architecte des Bâtiments de France sur la conformité des travaux et en conséquence sur l'attribution du label .

MISE EN LIGNE LE 13-01-2023

L'architecte des Bâtiments de France



Lionel MOTTIN

En cas de désaccord avec l'architecte des Bâtiments de France, l'autorité compétente peut saisir, dans un délai de sept jours à compter de la réception du présent acte, le préfet de région (direction régionale des affaires culturelles) par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de refus d'autorisation de travaux fondé sur le présent refus d'accord, le demandeur peut former un recours administratif auprès du préfet de région (direction régionale des affaires culturelles). Ce recours est obligatoire et préalable à l'introduction d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent. Il doit être effectué par lettre recommandée avec avis de réception dans le délai de deux mois à compter de la notification de l'opposition ou du refus. Si le demandeur souhaite faire appel à un médiateur issu de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture dans le cadre de ce recours, il doit le préciser lors de sa saisine.

Le contrôle de la conformité des travaux sera réalisé en collaboration avec l'architecte des Bâtiments de France en application des articles L.462-2 et R.462-7 du code de l'urbanisme.